

Conférence de citoyens sur le logement social à Paris une démarche de communication inutile et coûteuse.

Le SLC-CSF, 1ère organisation de locataires chez les principaux bailleurs sociaux parisiens, réagit suite à la publication par la Ville de Paris de l'avis citoyen relatif à la Conférence de citoyens sur la qualité de vie dans le logement social.

Le SLC-CSF dénonce cette démarche qui par son mode de fonctionnement, constitue un véritable **risque pour l'engagement bénévole dans les associations de locataires**. En effet, ce panel de 19 personnes « locataires référents » censé représenter les 500 000 locataires des 220 000 logements des bailleurs sociaux parisiens a été sélectionné selon un procédé manifestement discriminatoire, puisqu'ont été systématiquement **évincés de ce panel les représentants des associations de locataires locales**.

Sous prétexte de démocratie participative, la Mairie de Paris **en encourageant l'individualisme**, dénie l'action collective et annihile tout le travail des nombreux bénévoles (plus de 2000) qui s'investissent au quotidien pour améliorer le cadre de vie des locataires, la qualité de la relation avec le bailleur et la qualité du service rendu aux locataires.

On ne peut en outre que déplorer l'attitude de la Ville de Paris ignorant délibérément les Plans de Concertation Locative, appliqués depuis plus de 15 ans par les bailleurs parisiens et l'Union Sociale pour l'Habitat (USH).

L'avis citoyen résultant de cette Conférence **n'apporte rien car les difficultés évoquées dans le rapport sont déjà connues des bailleurs sociaux parisiens et de la Mairie de Paris** puisqu'elles ont été remontées depuis des années par les organisations de locataires comme le SLC-CSF.

De plus, il démontre bien la méconnaissance par le panel sélectionné :

- de la réglementation (loyer, charges...),
- des informations mises à la disposition des locataires sur les sites internet de ces bailleurs,
- sans parler du travail quotidien mené par les associations locales.

Enfin, cette coûteuse démarche ne fait que remettre en cause fondamentalement l'action collective des locataires et les milliers de bénévoles.

A quand un panel de « citoyens référents » en lieu et place du Conseil de Paris ?

Contacts : Emmanuel SPINAT – Président du SLC-CSF, Administrateur de Paris Habitat-OPH
espinat@slc.asso.fr – 06 07 49 48 15

**Le Syndicat du Logement et de la Consommation (SLC-CSF),
première organisation de locataires chez les bailleurs sociaux parisiens (Paris Habitat, RIVP & SIEMP),
regroupe plus de 2000 adhérents au travers de ses 80 associations de locataires**

**Le SLC-CSF est affilié à la Confédération Syndicale des Familles- organisation nationale.
50 000 familles adhérentes / 70 Unions Départements / 400 associations locales
170 élus au sein des conseils d'administration des bailleurs sociaux**